

*Multiculturalisme*

J'ai été plutôt surpris de voir le député conservateur appuyer le multiculturalisme, car, à l'instar d'autres députés, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt que le chef de son parti avait déclaré, avant les Fêtes, qu'il se demandait s'il n'y aurait pas lieu d'abolir le ministère du multiculturalisme.

**M. Paproski:** C'est faux.

**M. Nystrom:** Un des mes bons amis du Sénat, le sénateur Zyzyk, est en train d'organiser une campagne visant à inciter les gens à écrire au député de Rocky Mountain (M. Clark) pour lui demander de maintenir tel quel le ministère du biculturalisme si jamais il devenait premier ministre du pays. Il est grand temps que nous cessions de faire de la politique sur le dos des Canadiens d'origine autre que française ou anglaise et que nous les traitions comme des Canadiens à part entière. Ce sont des citoyens au même titre que les autres, quel que soit l'endroit dont ils soient originaires, qu'il s'agisse de l'Europe ou d'une autre partie du monde. Il est à espérer que, de concert avec les Canadiens d'origine française et anglaise, ils contribueront au maintien de l'unité de notre pays et à sa prospérité future.

[Français]

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur le président, comme mes deux préopinants je constate que cette annonce est intimement liée à la venue prochaine des élections que déjà des ministres et des députés sont en train de faire actuellement dans les Cantons de l'Est, en particulier dans le Québec.

Monsieur le président, bien sûr que l'émancipation et l'épanouissement de tous les groupes ethniques qui sont au pays constituent un but à atteindre des plus louables en relation avec, tout simplement, le développement humain auquel a droit chaque groupe ethnique. Mais je constate qu'encore une fois le gouvernement se sert de ces facteurs qui vont de soi pour en arriver toujours à son problème d'unité nationale qu'il voit comme un moyen, encore une fois opportuniste, d'attirer uniquement la sympathie à l'égard du parti qui, actuellement, étant donné les circonstances, gouverne le pays. Lorsqu'on emploie par conséquent l'expression «l'unité par la compréhension humaine», on aurait pu beaucoup plus justement parler, comme mon collègue de Bellechasse (M. Lambert) le dit souvent, «d'harmonie par la compréhension humaine». Ce serait plus juste. Mais comme on a cette manie depuis des mois de tout faire tourner autour de l'unité nationale pour faire en sorte que ce problème de l'unité nationale soit exclusivement le fait du parti qui gouverne actuellement, monsieur le président, il est toujours un peu curieux de constater qu'on se sert de tous les domaines pour ramener toutes les questions à cette question fondamentale. On y revient d'ailleurs à la page 3 de cette déclaration en disant, et je cite:

... la promotion du concept du pluralisme culturel du pays parmi tous ses habitants et le renforcement de l'unité nationale.

On parle toujours continuellement de l'unité nationale, et le très honorable premier ministre (M. Trudeau) s'en va en campagne électorale avec l'idée qu'il est le seul à sauver cette unité nationale. Monsieur le président, nous en sommes, nous voulons tous cette harmonie essentielle si l'on veut que notre pays s'émancipe et s'épanouisse. Cela va de soi. Mais nous voudrions que toutes les décisions prises par le gouvernement ne soient pas teintées de cet électoralisme qui vient tuer les bonnes intentions réelles.

Voici un autre point avant de terminer. Il ne faudrait pas non plus assimiler ce domaine du multiculturalisme avec le biculturalisme ou le bilinguisme. On se souvient, et le document qu'on nous a présenté relativement à cette déclaration s'y réfère, que le très honorable premier ministre a été d'une ambiguïté remarquable en ce qui a trait à la distinction à faire entre les deux. Si je considère la citation du très honorable premier ministre qu'on a ici afin de prouver cette ambiguïté, je dirai, monsieur le président, que ceci est à l'image du parti qui gouverne actuellement: ambigu, opportuniste, ne sachant pas administrer d'une façon réellement objective, ayant plutôt entraîné le pays à ce point culminant de crise nationale, et se disant être le seul à pouvoir la régler, parce qu'il est le seul à l'avoir fomentée peut-être. Alors, je cite le très honorable premier ministre:

Une politique de multiculturalisme s'inscrivant dans le cadre d'un bilinguisme institutionnalisé revient à souscrire consciemment à la liberté de choix des individus.

Monsieur le président, cette phrase n'a aucun sens. On ne peut pas la traduire dans la réalité concrète de tous les jours. A mon avis, c'est d'une stupidité consommée de faire ce lien. Il n'y a aucun lien, à mon sens, entre le bilinguisme et le multiculturalisme, le bilinguisme étant un fait accepté qu'on se sert de deux langues en ce pays, et l'autre étant l'épanouissement de l'individu en fonction de ce qu'il est. Nous en sommes, mais lorsqu'on «tortille» autour du sujet pour faire en sorte qu'il s'agisse en même temps d'un problème de bilinguisme et d'unité canadienne, on sent d'une façon assez évidente que le gouvernement cherche à se faire encore du capital politique.

Et il est malheureux que sur une question aussi objective que celle du multiculturalisme, que celle de l'émancipation et de l'épanouissement des personnes au Canada, que l'on se serve de questions aussi sérieuses dans un but exclusivement électoraliste, on le voit, monsieur le président, aussi par les sommes d'argent qui sont consenties. On a beau gonfler la somme d'argent en l'établissant sur une période de cinq années pour dire que c'est 50 millions de dollars pour cinq ans, il n'en reste pas moins que ce n'est que 10 millions de dollars par année. Et au rythme de l'escalade de prix et de l'inflation, on sait bien ce que peut valoir 10 millions de dollars répartis dans l'ensemble d'un pays aussi vaste que le Canada, un pays qui est enrichi justement de nombreuses ethnies culturelles.

Monsieur le président, il faudrait aussi tenir compte jusqu'où l'on considère parmi les groupes multiculturalistes les francophones du Canada, et je dis les francophones, mais je devrais dire plus précisément les Canadiens français, car il ne s'agit pas ici d'un apport d'immigration du pays, il s'agit plutôt de fondateurs du pays. Alors pour les groupes francophones d'ascendance canadienne, si je peux m'exprimer ainsi, le problème n'est pas le même. Il y a là une question de droits fondamentaux acquis par le fait d'être le premier occupant du pays. Alors je pense qu'il faut que cette distinction soit faite, et lorsqu'il est question des minorités francophones canadiennes qu'il peut y avoir au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, en Colombie-Britannique, ou dans d'autres provinces, je crois que le sujet est différent. Il s'agit de droits acquis comme il y en a de droits acquis pour la minorité anglophone du Québec. Alors je pense qu'il ne faut pas mêler les deux, et cette citation du premier ministre mêlait drôlement les deux, et si je la poursuis, on verra combien j'ai raison.